

**N° 1805429**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ASSOCIATION APRES BRANDERION**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Mme Thalabard  
Rapporteur

Le tribunal administratif de Rennes,

M. Rémy  
Rapporteur public

(3<sup>ème</sup> chambre)

Audience du 9 mai 2011  
Lecture du 6 juin 2019

44-045  
44-006-01

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 13 novembre 2018, l'association pour la préservation de la ruralité, de l'environnement et des sites à Brandérion (APRES Brandérion), représentée par son président en exercice, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté en date du 11 octobre 2018 par lequel le préfet du Morbihan a accordé une dérogation aux interdictions visées par l'article L. 411-1 du code de l'environnement ;

2°) de mettre à la charge de l'État le paiement d'une somme de 1 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

3°) de condamner l'État aux entiers dépens.

Elle soutient que :

- l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2018 est insuffisamment motivé ;
- l'arrêté contesté est intervenu au terme d'une procédure irrégulière dans la mesure où le dossier de demande de dérogation n'a pas été soumis à la consultation du public ;
- le préfet a commis une erreur manifeste d'appréciation dès lors que le projet de création d'une zone d'activités à Boul Sapin, s'il présente bien un intérêt économique, ne présente pas de raison impérieuse d'intérêt public majeur.

Par un mémoire en défense, enregistré le 16 avril 2019, le préfet du Morbihan conclut au rejet de la requête et à la condamnation de l'association APRES Brandérion aux entiers dépens.

Il fait valoir qu'aucun des moyens soulevés par l'association requérante n'est fondé.

Par un mémoire en défense, enregistré le 22 avril 2019, Lorient Agglomération, représentée par Me Vincent Quentel, avocat, conclut au rejet de la requête et demande, en outre, à ce qu'il soit mis à la charge de l'association APRES Brandérion le paiement d'une somme de 3 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir qu'aucun des moyens soulevés par l'association requérante n'est fondé.

Un mémoire en réplique présenté pour l'association APRES Brandérion a été enregistré le 6 mai 2019, postérieurement à la clôture de l'instruction.

Vu l'ordonnance n° 1805430 rendue le 4 décembre 2018 par laquelle le juge des référés du tribunal administratif de Rennes, saisi sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, a rejeté la requête de l'association pour la préservation de la ruralité, de l'environnement et des sites à Brandérion tendant à la suspension de l'exécution de l'arrêté en date du 11 octobre 2018 par lequel le préfet du Morbihan a accordé une dérogation aux interdictions visées par l'article L. 411-1 du code de l'environnement.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Thalabard,
- les conclusions de M. Rémy, rapporteur public,
- et les observations orales de M. Ecorchard, représentant l'association APRES Brandérion, de Mme Le Ray, représentant le préfet du Morbihan, et de Me Quentel, représentant Lorient Agglomération.

Considérant ce qui suit :

1. Dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités de Boul Sapin à Brandérion (56), le président de Lorient Agglomération a déposé le 14 mars 2018 auprès des services de l'Etat une demande de dérogation au régime de protection de 25 espèces d'oiseaux et 14 espèces d'amphibiens. Par arrêté du 11 octobre 2018, le préfet du Morbihan a accordé la dérogation sollicitée aux interdictions prévues par l'article L. 411-1 du code de l'environnement. L'association pour la préservation de la ruralité, de l'environnement et des sites à Brandérion demande l'annulation de cet arrêté préfectoral.

Sur la légalité de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2018 :

2. Le I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement comporte une série d'interdictions visant à assurer la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats. Figurent ainsi, au 1° de cet article, « *La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat* », et au 2° du même article, « *La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel* ». Toutefois, le 4° du I de l'article L. 411-2 du même code permet à l'autorité administrative de délivrer des dérogations à ces interdictions dès lors que sont remplies les trois conditions distinctes et cumulatives tenant, d'une part, à l'absence de solution alternative satisfaisante, d'autre part, à la condition de ne pas nuire « *au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle* » et, enfin, à la justification de la dérogation par l'un des cinq motifs qu'il énumère limitativement. Parmi ces motifs, figure : « *c) (...) l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou (pour) d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et (pour) des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement* ».

3. Il résulte de ces dispositions qu'un projet d'aménagement ou de construction d'une personne publique ou privée susceptible d'affecter la conservation d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats ne peut être autorisé, à titre dérogatoire, que s'il répond, par sa nature et compte tenu notamment du projet urbain dans lequel il s'inscrit, à une raison impérative d'intérêt public majeur. En présence d'un tel intérêt, le projet ne peut cependant être autorisé, eu égard aux atteintes portées aux espèces protégées appréciées en tenant compte des mesures de réduction et de compensation prévues, que si, d'une part, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et, d'autre part, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle.

4. Il résulte de l'instruction que le projet d'aménagement du parc d'activités communautaire de Boul Sapin à Branderion, porte sur un site caractérisé par une mosaïque d'habitats anthropisés et spontanés, représentés par un ensemble de boisements d'exploitation, de taillis et vergers, accueillant une flore relativement pauvre du point de vue de la diversité spécifique mais riche en terme de fonctionnalité écologique et présente ainsi des sensibilités écologiques fortes. Aux termes de l'arrêté du 11 octobre 2018, bien que Lorient Agglomération s'engage à mettre en œuvre des mesures pour réduire et compenser les impacts des travaux sur les espèces de faune protégées et plus largement sur le milieu naturel, le projet aura pour effet la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction ou aires de repos et la perturbation intentionnelle de 25 espèces d'oiseaux et de 14 espèces d'amphibiens, reptiles, chiroptères et autres mammifères ainsi que la capture, l'enlèvement et la destruction de 14 de ces espèces protégées. Si l'extension de la zone d'activités doit permettre l'implantation de nouvelles entreprises à Branderion, ce qui ne peut que contribuer à la dynamique économique du territoire, ni le préfet du Morbihan ni Lorient Agglomération ne justifient que la réalisation de ce projet serait indispensable et serait ainsi de nature à caractériser l'existence de raisons impératives d'intérêt majeur. Il n'est d'ailleurs pas davantage établi qu'aucune solution alternative satisfaisante n'existait. Par suite, l'association requérante est fondée à soutenir qu'en accordant

la dérogation contestée, le préfet du Morbihan a fait une inexacte application des dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

5. Au demeurant, si l'arrêté en litige vise les textes sur lesquels il se fonde et notamment les articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement avant de préciser que la demande de dérogation qui a été soumise par Lorient Agglomération concerne 25 espèces d'oiseaux et 14 espèces d'amphibiens, reptiles, chiroptères et autres mammifères et porte sur la perturbation intentionnelle, la capture et la destruction de spécimens, ainsi que la destruction d'habitats de ces espèces, puis que le projet d'aménagement de la ZAC de Boul Sapin a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 6 mars 2017, il se borne à mentionner que le choix d'implantation répond à l'objectif de ne consommer aucune surface agricole utile et que le demandeur s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures prévues pour éviter, réduire et compenser ses impacts sur les espèces protégées telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de dérogation, de sorte que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces protégées concernées. Par l'énoncé de ce seul motif, le préfet du Morbihan n'explicite cependant pas que la dérogation accordée se justifie au regard des trois conditions cumulatives fixées par les dispositions précitées de l'article L. 411-2 du code de l'environnement. Par suite, l'association requérante est également fondée à soutenir que l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2018 est insuffisamment motivé, en méconnaissance des dispositions des articles L. 211-2 et L. 211-3 du code des relations entre le public et l'administration.

6. Enfin, le préfet ne justifie pas davantage s'être conformé aux exigences fixées par l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement s'agissant de la participation du public en invoquant l'organisation de réunions antérieures au dépôt de la demande de dérogation de Lorient Agglomération, dont il n'est pas établi pour certaines qu'elles étaient publiques, et en s'abstenant de préciser et de justifier les modalités de mise à disposition du public du dossier relatif à la demande de dérogation en litige entre le 3 et le 19 septembre 2018 inclus.

7. Il résulte de ce qui précède que l'association APRES Brandérion est fondée à demander l'annulation de l'arrêté du préfet du Morbihan du 11 octobre 2018.

#### Sur les dépens :

8. L'association requérante ne justifie pas avoir exposé des dépens dans le cadre de la présente instance. Ainsi, ses conclusions tendant à ce que les dépens de l'instance soient mis à la charge du préfet sont dépourvues d'objet et ne peuvent, dès lors, qu'être rejetées.

9. Faute de justification des dépens qui auraient été exposés dans le cadre de la présente instance, les conclusions présentées par le préfet du Morbihan tendant à ce que les dépens soient mis à la charge de l'association requérante sont également dépourvues d'objet et ne peuvent, dès lors, qu'être rejetées.

#### Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

10. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 200 euros au titre des frais exposés par l'association APRES Brandérion et non compris dans les dépens.

11. En revanche, les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de l'association APRES Branderion, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, la somme que Lorient Agglomération demande au titre des dépenses exposées et non comprises dans les dépens. Les conclusions présentées à ce titre par Lorient Agglomération doivent dès lors être rejetées.

**D E C I D E :**

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral du 11 octobre 2018 est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association APRES Branderion la somme de 200 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions du préfet du Morbihan tendant à ce que les dépens soient mis à la charge des requérants sont rejetées.

Article 4 : Les conclusions présentées par Lorient Agglomération au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à l'association APRES Branderion, au président de Lorient Agglomération et au ministre de la transition écologique et solidaire.

Copie du présent jugement sera adressée au préfet du Morbihan.

Délibéré après l'audience du 9 mai 2019, à laquelle siégeaient :

M. Vergne, président,  
Mme Thalabard, premier conseiller,  
M. Breuille, conseiller.

Lu en audience publique le 6 juin 2019.

Le rapporteur,

Le président,

*Signé*

*Signé*

M. THALABARD

G-V. VERGNE

La greffière,

*Signé*

B. KERMEN

La République mande et ordonne au **préfet du Morbihan** en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.